



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR2024433**

**Objet :**

REGLEMENTATION PROVISoire DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

**ENTREPRISE :** RAZEL-BEC – 1111 AVENUE JUSTIN BEC – 34680 SAINT-GEORGES- D'ORQUES

**Tél :** 06.29.27.33.72

**Mail :** t.divuolo@razel-bec.fayat.com

**DEMANDE ENREGISTRÉE :** LE 08 JUILLET 2024

**NATURE DES TRAVAUX :** NETTOYAGE DU COLLECTEUR D'EAUX PLUVIALES.

**LIEU DES TRAVAUX :** RUE EMILE JAMAIS – 30220 AIGUES-MORTES

**DUREE DES TRAVAUX :** LE JEUDI 11 JUILLET 2024

**MESURES PARTICULIERES :** STATIONNEMENT D'UN CAMION HYDROCUREUR AVEC BRAS SUR VOIE DE CIRCULATION

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1<sup>er</sup> du titre III,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le code Pénal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la voirie routière,

Considérant la demande formulée par RAZEL-BEC en date du 08 juillet 2024, concernant une intervention sur les réseaux d'eaux pluviales, rue Emile Jamais à Aigues-Mortes,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée de l'intervention,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

En raison d'une intervention d'hydrocurage sur le collecteur d'eaux pluviales effectuées par la société RAZEL-BEC, le camion de l'entreprise est autorisé à accéder et à stationner durant la période indiquée :

- LE JEUDI 11 JUILLET 2024 DE 6H00 À 10H00
- RUE EMILE JAMAIS – 30220 AIGUES-MORTES

### **Article 2 :**

La société RAZEL-BEC est autorisée à occuper la rue Emile Jamais, pendant toute la durée des travaux d'hydrocurage.

### **Article 3 :**

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier aussi bien de jour que de nuit et sera tenu de mettre en place la signalisation réglementaire.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

### **Article 4 :**

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

### **Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,  
Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,  
Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,  
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 08 juillet 2024

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI



